

Débat sur l'école – samedi 6 décembre 2003 – Lycée Kléber Strasbourg
Sujet n° 11 : Comment organiser et préparer l'entrée dans le supérieur ?

Point de départ : difficulté et fort échec dans la filière de l'enseignement supérieur non sélective, à savoir l'université.

Propositions :

Croiser les expériences des élèves et des étudiants pour diminuer le sentiment d'étrangeté des nouveaux étudiants lors de leur arrivée à l'université..

Insister dans l'enseignement sur l'endurance à l'effort, la méthodologie (en particulier la prise de notes) **et l'autonomie.**

Concernant les élèves de lycée :

Le niveau d'exigence requis pour obtenir le baccalauréat inciterait certains d'entre eux à se contenter du minimum (la moyenne).

Les bacheliers les plus faibles n'auraient aucune chance dans l'enseignement supérieur et se retrouvent à l'université du fait de la sélectivité à l'entrée des DUT et des STS. Cela poserait la question de la valeur du baccalauréat : signifie-t-il encore que son titulaire est capable d'aller dans l'enseignement supérieur et surtout d'y réussir ?

Beaucoup d'élèves de terminale ne sauraient pas ce qu'ils veulent faire par la suite et choisiraient une discipline universitaire sans réelle motivation ou en suivant un effet de mode sans se préoccuper des débouchés, et ils seraient de ce fait nombreux à changer d'orientation après un an. D'autres lycéens auraient des ambitions irréalistes au regard de leurs possibilités.

Concernant les CPGE : « Tout le monde ne peut pas aller en CPGE », mais ce n'est ni à l'institution ni aux parents de choisir à la place de l'élève. Un parent d'élève souligne la tendance de professeurs à orienter les bons élèves vers les filières les plus sélectives (CPGE). Certains élèves seraient alors dans une classe sans manifester l'envie d'y être, alors même qu'ils ont dû remplir des dossiers et s'inscrire, ils répondraient qu'ils n'ont pas choisi alors que le professeur les renvoie à leur choix, à leur responsabilité.

Concernant les universités :

La plupart d'entre elles manquent de moyens, une partie des étudiants travaille à temps partiel (phénomène rare en lycée général). Le coût d'un étudiant pour la collectivité est bien plus élevé en CPGE qu'à l'université.

Proposition : croiser les expériences des élèves et des étudiants pour insister sur l'**endurance à l'effort**, la **méthodologie** (en particulier la prise de notes) et l'**autonomie**, pour diminuer le sentiment d'étrangeté des nouveaux étudiants lors de leur arrivée à l'université. Certains professeurs s'interrogent sur l'efficacité du dispositif au regard de l'absence de changement de comportements constatés chez des étudiants en CPGE qui avaient rencontré des étudiants en école de commerce.

Concernant le métier de professeur :

Certains professeurs sentent un décalage marqué entre leurs propres valeurs qu'ils tentent de faire passer aux élèves (travail, goût de l'effort, curiosité intellectuelle) et les valeurs véhiculées par la société (argent, plaisir, facilité) et dont les élèves sont gavés à travers la télévision. Ils considèrent que leur métier est dévalorisé, qu'ils manquent de considération et de rémunération, et que cela expliquerait la désaffection pour certains concours (CAPES de sciences physiques en particulier) ou postes de chercheurs. Ils considèrent que le métier de professeur serait encore valorisé dans l'enseignement supérieur. D'autres professeurs soulignent que le métier de professeur continue à être bien considéré et à être attirant pour les élèves issus de certains milieux sociaux.

Sujet n°5 : Quel socle commun de connaissances, de compétences et de règles de comportement, les élèves doivent-ils prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?

Il est rappelé en préalable qu'un enfant ne peut bien apprendre que s'il est dans des conditions familiales qui permettent la réussite des apprentissages. Le parent répétiteur aura alors un rôle essentiel ; cependant même si celui-ci n'a pas les aptitudes nécessaires, il est important qu'il **encourage et valorise le travail scolaire.**

→ Il est suggéré que soit apporté un soutien psychologique aux familles en souffrance

- Des professeurs soulignent le fait que **les élèves n'ont plus d'automatismes** dans des domaines fondamentaux enseignés à l'école primaire (grammaire, calcul...)

→ Ils proposent le retour à des méthodes plus traditionnelles (dictées, devoirs à la maison à l'école primaire, recours à la notation chiffrée...)

→ Ils proposent qu'un cycle soit effectué en 3 ans au lieu de 2 afin de donner le temps aux élèves en difficulté d'acquérir ces automatismes

- Les professeurs constatent que les difficultés des élèves sont souvent liées au fait qu'ils « n'aiment pas l'école ». Cette affirmation est nuancée : ils n'ont pas « l'amour de l'apprentissage ». **Apprendre suppose d'avoir envie d'apprendre**, de se former, d'avancer, de **faire des efforts**. Les apprentissages ne peuvent pas toujours s'effectuer de manière ludique comme le souhaitent souvent les élèves. Apprendre, c'est être confronté à la difficulté, la surmonter et cette situation de dépassement peut générer de la souffrance ou conduire à l'ennui quand l'élève est réticent. Le rôle de la famille est à nouveau rappelé.

→ Comment donner le goût de l'effort ?

- Outre les apprentissages fondamentaux (compréhension de la langue écrite et orale), ce sont des **outils méthodologiques** qui **apparaissent indispensables** à l'entrée au lycée : prise de notes, autonomie, raisonnement, argumentation. La qualité première qui est attendue de l'élève et qui lui permettrait sûrement de surmonter certaines difficultés est la curiosité intellectuelle mais...

→ Comment apprendre à être curieux ?

- L'Ecole est trop théorique, trop accumulative. Il est peut-être nécessaire que l'approche soit plus globale, moins disciplinaire. L'idée a été émise d'une refonte des programmes : **l'interdisciplinarité** pourrait être développée. Est cité l'exemple des TPE où l'évaluation concerne à la fois le groupe et l'individu et permet de valoriser des compétences qui ne l'étaient pas jusqu'à présent et qui seront nécessaires dans la vie professionnelle. D'autre part, il apparaît nécessaire que **formation initiale et formation continue soient davantage imbriquées**, avec des passerelles afin que tout ne soit pas déterminé à la fin de la formation initiale.

→ Comment repenser les programmes et donc la formation des enseignants ?

En remarque : les programmes sont modifiés trop fréquemment sous la pression de spécialistes (les motivations semblent aléatoires et semblent surtout répondre à des effets de « mode »).

- La désaffection pour les études scientifiques ne peut être endiguée que par **un enseignement précoce des sciences**. A ce titre, les expériences de la « Main à la Pâte » à l'école primaire devraient être généralisées. La culture scientifique n'est, en effet, pas assez valorisée.
- La « caisse à outils » (programmes, méthodes) ne suffit pas. L'Ecole doit aussi **transmettre des valeurs**. Pour le chef d'entreprise présent, la valeur essentielle est le travail, valeur que pour lui, l'Ecole ne transmet plus. Un professeur relève que la valeur « travail » ne peut se concevoir que s'il y a un « droit au travail ». La référence à cette valeur renvoie aux problèmes de la société actuelle et à la nécessité de choix politiques : résorption du chômage. C'est donc aussi la société qui doit transmettre cette « valeur travail ». En effet, l'Ecole n'est pas hors de la société. Elle continue à transmettre des valeurs mais c'est une tâche qui s'avère bien plus difficile qu'avant. Le respect de « valeurs » suppose des règles vis à vis desquelles nous devons rester intransigeants. Là aussi, les personnes extérieures à l'Education Nationale semblent douter de notre capacité à faire respecter ces règles. Mais la société le fait-elle ?

Remarques :

- Si certaines questions ont trouvé réponse, d'autres sont restées sans solution peut-être par manque de temps.
- Il n'y avait aucun élève (seule une étudiante a participé au débat).

Compte rendu du débat sur l'école du samedi 6 décembre 2003, Lycée Kléber

35 participants

Le compte rendu est le reflet de la diversité des avis de chaque intervenant, aucun consensus n'est apparu.

Sujet n°3 : Vers quel type d'égalité l'école doit-elle tendre ?

- Les conditions et les délais du débat national sur l'école ne sont pas assez précis : les délais d'organisation sont trop courts, les questions sont tronquées et orientées.
- De la valeur égalité découle les méthodes d'enseignement et l'organisation de l'école.
- L'égalité est une utopie, on observe une dérive vers l'égalitarisme. Les usagers oublient leurs devoirs et se concentrent sur leurs droits à l'égalité sans fournir les efforts nécessaires.
- La scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans est trop longue pour certains élèves.
- De quelle égalité des chances parlons-nous ? Est-ce l'égalité d'avoir un bac général ou d'arriver dans de bonnes conditions à un métier ?
- Problème de l'inégalité de statut des filières, les filières technologiques et professionnelles sont dévalorisées par la société.
- Il faut au contraire aller vers une école obligatoire jusqu'à 18 ans (voir modèle du Japon), revenir à 14 ans serait une régression par rapport à la tendance historique longue d'allongement de la scolarité. Reste à définir les modalités de cette scolarité obligatoire pour tous jusqu'à 18 ans. (alternance ?, apprentissage ?)
- On constate, pour les enfants des quartiers défavorisés une orientation par l'échec vers les BEP, CAP, BAC Pro, qui débouchent sur des métiers aux rémunérations et conditions de travail dévalorisées (ex BTP, Restauration). Pour revaloriser le technique et le professionnel, il faut d'abord revaloriser les salaires et conditions de travail des métiers sur lesquels ils débouchent.
- L'égalité ce n'est pas donner la même chose à tous, mais donner plus à ceux qui ont moins (= discrimination positive)... ou donner des choses différentes selon les types d'élèves : donner plus aux élèves de ZEP ou aux élèves de classes européennes ?

- Quel est l'imaginaire social par rapport à la réussite scolaire ? Il s'agirait d'intégrer une classe préparatoire, biais entre imaginaire et réalité.
- Mixité sociale : faut-il la promouvoir, comment ?
- L'enseignement ne doit-il avoir comme unique objectif l'obtention d'un diplôme ou la formation des citoyens ?
- L'école sert aussi à sélectionner par le biais de l'orientation. On ne peut pas réfléchir sur l'égalité sans la relier à l'orientation. Aujourd'hui ce sont les familles et les élèves qui veulent poursuivre le plus possible vers les études générales et longues, davantage que ce que l'institution scolaire n'offre de place en seconde générale par exemple. Ce n'est donc pas l'école qui pousse vers les études générales mais les familles.
- Pour garantir l'égalité, il faudrait plus d'adultes par élèves.
- Première mission de l'école : former des citoyens, deuxième : sélectionner les élèves en fonction de normes sociales qui doivent être acceptées et acceptables.
- La disparition des filières d'excellence type bac E est préjudiciable.
- Quel degré d'hétérogénéité (scolaire et/ou sociale) des élèves dans les classes ? Cela dépend des objectifs fixés. Faut-il remettre en cause du collège unique, a-t-il jamais existé ?
- Les élèves en échec scolaire sont en grande souffrance.
- L'hétérogénéité, n'est pas facile à gérer pour les enseignants.
- Les groupes de niveau infra-classe (ex. en langues) sont difficiles à gérer pour les établissements, pas d'équipe pédagogique, pas de groupe classe... Risque de stigmatisation.
- L'hétérogénéité est un mythe, la carte scolaire et les choix d'options conduisent à des classes peu hétérogènes en termes de niveau et d'origine sociale, ce qui constitue une limite à l'éducation à la citoyenneté.
- L'école a un objectif de moyens et pas de résultats quant à l'égalité des chances. Problème du manque de motivation des élèves.
- Inégalité des familles dans l'accès à l'information sur les choix d'orientation : ce sont les familles les plus aisées (en capitaux économiques et culturels) qui sont le mieux informées sur l'orientation et les choix d'option, ce qui renforce encore les inégalités scolaires.
- Ne faudrait-il pas remettre en cause l'automatisme de l'orientation (en cinquième et en première) ? L'orientation devient un dû, or les difficultés s'accumulent.
- Les moyens doivent être donnés en priorité au primaire, c'est là que la discrimination positive aurait les meilleurs effets, car c'est là que commencent les difficultés scolaires.
- Le collège unique permet l'éducation à la tolérance, dans les classes hétérogènes on apprend à se respecter. Une orientation plus précoce risque d'accroître la stigmatisation.